

Communauté d'Agglomération du Grand Verdun

Département de la Meuse (55)



Concession multiservice des services publics d'Eau Potable et d'Assainissement Collectif & Non-Collectif 2026-2037

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Date de remise des candidatures et des
offres : ~~le 21 mai 2025~~ à 12:00.**

Date repoussée au 16 juin 2025 à 12:00

Procédure conduite conformément aux dispositions des articles L. 3120-1 et
suivants du code de la commande publique et R. 3121-1 et suivants du code de la
commande publique.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| 1. Objet de la consultation | 4 |
| 1.1. <i>Périmètre du service concédé</i> | 4 |
| 1.2. <i>Objet de la concession</i> | 4 |
| 1.3. <i>Durée du contrat</i> | 5 |
| 2. Caractéristiques des services concédés | 5 |
| 3. Conditions de la consultation | 5 |
| 3.1. <i>Déroulement de consultation</i> | 5 |
| 3.2. <i>Délai de validité des offres</i> | 6 |
| 3.3. <i>Modifications de détail apportées au dossier de consultation</i> | 6 |
| 3.4. <i>Offres spontanées</i> | 7 |
| 3.5. <i>Visite sur site</i> | 7 |
| 3.6. <i>Valeur estimée de la concession</i> | 7 |
| 4. Contenu du dossier de consultation | 8 |
| 5. Présentation des candidatures | 10 |
| 6. Présentation des offres | 11 |
| 7. Consignes pour l'établissement des offres | 12 |
| 7.1. <i>Note d'établissement du compte d'exploitation prévisionnel</i> | 13 |
| 7.2. <i>Note d'établissement des programmes prévisionnels de renouvellement</i> | 14 |
| 7.3. <i>Bordereau des prix unitaires</i> | 14 |
| 7.4. <i>Compléments à apporter au projet de contrat</i> | 14 |
| 7.5. <i>Biens de reprise</i> | 14 |
| 7.6. <i>Personnel transférable</i> | 14 |
| 8. Variantes libres | 14 |
| 9. Sélection des candidatures et jugement des offres | 15 |
| 9.1. <i>Sélection des candidatures</i> | 15 |
| 9.2. <i>Jugement des offres</i> | 16 |
| 10. Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres | 16 |
| 11. Signature | 17 |

| | |
|---|-----------|
| 12. Renseignements complémentaires | 17 |
| 13. Abandon de la procédure | 18 |
| 14. Indemnisation | 18 |
| 15. Propriété intellectuelle | 18 |
| 16. Instance chargée des procédures de recours | 18 |
| 17. Protection des données personnelles | 19 |

1. Objet de la consultation

La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun (CAGV) dispose des compétences « **eau potable** », « **Assainissement collectif et non-collectif** » et « **gestion des eaux pluviales urbaines** » sur l'ensemble de son territoire.

La présente consultation a pour objet la conclusion d'un contrat de **concession pour la gestion de ses services publics d'eau potable et d'assainissement collectif et non-collectif** sur le périmètre de la CAGV. Le présent contrat de concession comprend également des opérations relatives à la gestion des eaux pluviales.

1.1. Périmètre du service concédé

Le périmètre de la concession, est délimité par les limites du territoire des communes suivantes :

| Périmètre Eau potable | Périmètre Assainissement collectif | Périmètre Assainissement non-collectif | Périmètre pour les prestations pluviales |
|---|--|---|---|
| Belleray, Belleville-sur-Meuse, Bras-sur-Meuse, Champneuve, Charny-sur-Meuse, Chattancourt, Douaumont-Vaux, Haudainville, Marre, Montzéville, Samogneux, Thierville-sur-Meuse, Vacherauville, Verdun. | Belleray, Belleville-sur-Meuse, Béthelainville, Bras-sur-Meuse, Charny-sur-Meuse, Haudainville, Sivry-la-Perche, Thierville-sur-Meuse, Verdun. | Beaumont-en-Verdunois, Belleray, Belleville-sur-Meuse, Bras-sur-Meuse, Béthelainville, Béthincourt, Bezonvaux, Champneuve, Charny-sur-Meuse, Chattancourt, Cumières, le-Mort-Homme, Fleury-devant-Douaumont, Fromeréville-les-Vallons, Haudainville, Haumont-près-Samogneux, Louvemont-Côte-du-Poivre, Marre, Montzéville, Ornes, Samogneux, Sivry-la-Perche, Thierville-sur-Meuse, Vacherauville, Verdun, Douaumont-Vaux | Beaumont-en-Verdunois, Belleray, Belleville-sur-Meuse, Bras-sur-Meuse, Béthelainville, Béthincourt, Bezonvaux, Champneuve, Charny-sur-Meuse, Chattancourt, Cumières, le-Mort-Homme, Fleury-devant-Douaumont, Fromeréville-les-Vallons, Haudainville, Haumont-près-Samogneux, Louvemont-Côte-du-Poivre, Marre, Montzéville, Ornes, Samogneux, Sivry-la-Perche, Thierville-sur-Meuse, Vacherauville, Verdun, Douaumont-Vaux |

Point particulier sur le hameau de Billefont :

Le hameau de Billefont est un territoire à cheval sur la commune de Belleray et la commune de Dugny-sur-Meuse. Dugny-sur-Meuse est une commune extérieure au périmètre intercommunal de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun. De ce fait, une partie du hameau de Billefont est exclu du périmètre concédé pour les services d'eau et d'assainissement. Néanmoins, la gestion et l'exploitation des services d'eau potable et d'assainissement sur périmètre, est assurée par le Concessionnaire. Ce prolongement de l'exploitation est encadré par un conventionnement entre le Concessionnaire et la maîtrise d'ouvrage compétente sur ce périmètre. L'élaboration de cette convention de gestion est réalisée à l'initiative du Concessionnaire afin d'encadrer les modalités d'exploitation et de refacturation. La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun peut émettre un avis quant au contenu de la présente convention.

1.2. Objet de la concession

La mission du Concessionnaire comprendra :

Pour le service eau potable,

- la fourniture constante à tous les usagers d'une eau présentant les qualités chimiques, physiques et bactériologiques imposées par la réglementation en vigueur,
- les achats d'eau auprès des tiers nécessaire à la continuité du service et la vente d'eau auprès des tiers, sans préjudice pour la continuité du service concédé.
- l'exploitation des installations de prélèvement, de production, d'adduction, de stockage, et de distribution d'eau potable de façon à assurer la continuité du service aux usagers,
- la réalisation de travaux de renouvellement (branchements, accessoires, compteurs), de création de branchements et le cas échéant, d'amélioration du service,

Pour le service assainissement collectif,

- l'exploitation des installations de collecte, de transport et de traitement des eaux usées de façon à assurer la continuité de service aux usagers, ainsi que le respect de la réglementation en vigueur en matière de conformité du système d'assainissement et des rejets,
- la gestion des boues d'épuration conformément à la réglementation,
- les travaux de maintenance, de renouvellement des équipements, de branchements et le cas échéant, d'amélioration du service,
- la prise en charge du coût de traitement des effluents de Belrupt-en-Verdunois et Dugny-sur-Meuse.

Pour le service d'assainissement non-collectif,

Pour les installations neuves ou à réhabiliter, les communes doivent :

- Procéder à l'examen de la conception de l'installation (à l'étape du contrôle sur pièces et /ou sur site), et établir le rapport d'examen de conception ;
- En cas de demande de permis de construire ou d'aménager comprenant un projet de réalisation ou de réhabilitation d'assainissement non collectif, délivrer une attestation de conformité du projet d'installation suite à l'examen de sa conception (article R 431-16 du code de l'urbanisme) ;
- A l'issue de la réalisation de l'installation, procéder à la vérification de l'exécution, et établir le rapport de vérification qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires.

Pour les installations existantes, les communes doivent :

- Mettre en place un contrôle périodique suite au diagnostic initial à une fréquence n'excédant pas tous les 10 ans et rédiger un rapport de visite à l'issue de ce contrôle.

En cas de transaction immobilière : En cas de vente, le rapport de visite du contrôle de l'installation doit être fourni à la demande des propriétaires vendeurs du bien. Ce document sera intégré au dossier de diagnostic technique défini à l'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation qui est annexé à l'acte de vente (article L 1331-11-1 du code de la santé publique).

Conseiller et donner des directives aux usagers :

- Informer et sensibiliser les usagers sur les enjeux de l'assainissement non collectif.
- Fournir d'informations claires et précises sur les réglementations en vigueur,
- Guider les usagers dans le choix des équipements appropriés et les conseille sur les bonnes pratiques à adopter,
- Offrir une assistance technique lors de la conception et la réalisation des travaux de réhabilitation ou d'installation d'assainissement chez les particuliers,
- Fournir des conseils qui concernent l'entretien et le bon fonctionnement des installations.

Les missions facultatives du SPANC (Service Public d'Assainissement non-collectif) peuvent être les suivantes :

- L'entretien des installations, les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations ;
- Le traitement des matières de vidange issues des installations.

Pour les services d'eau potable et d'assainissement-collectif,

- l'entretien, la surveillance, la maintenance, les réparations et le renouvellement des équipements,
- la réalisation des travaux prévus au présent contrat,
- la tenue à jour des inventaires du patrimoine matériel et immatériel des services, le recueil et la valorisation des informations relatives au fonctionnement des installations et à l'exécution des services,
- la conduite des relations avec les usagers des services et la gestion clientèle associée,
- l'obligation de facturer, percevoir et recouvrir auprès des abonnés la redevance due en contrepartie des services concédés, y compris facturation pour compte de tiers,
- la conduite des relations avec la Collectivité comprenant la fourniture régulière et sur demande de toutes informations et synthèses sur la gestion et le fonctionnement technique et financier des services.

1.3 Durée du contrat

Le contrat sera conclu pour une durée de base de 12 ans à compter du **1^{er} janvier 2026** ou à compter de la date de notification si elle est ultérieure.

2. Caractéristiques des services concédés

À ce jour, plusieurs modes de gestion cohabitent sur le territoire de la CAGV pour la gestion des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif & non-collectif :

- Un contrat de délégation de service public à l'échelle de la CAGV (anciennement SMATUV) pour assurer la gestion de l'assainissement-collectif et non-collectif. Cette substitution de la CAGV au SMATUV justifie qu'actuellement les communes de Dugny-sur-Meuse et Belrupt-en-Verdunois soient intégrées au contrat de DSP, alors même qu'elles ne font pas parties du périmètre intercommunal (EPCI).
- Contrat de délégation de service public pour la gestion de l'eau potable sur la commune de Verdun et pour quelques abonnés situés sur les communes de Belleville-sur-Meuse et Thierville-sur-Meuse.
- Gestion en régie des services d'eau potable pour les certaines communes du périmètre intercommunal, par le biais d'un contrat de prestation de service avec un opérateur privé. Les communes concernées sont les suivantes : Belleray, Belleville-sur-Meuse, Bras-sur-Meuse, Champneuville, Charny-sur-Meuse, Chattancourt, Douaumont-Vaux, Haudainville, Marre, Montzéville, Samogneux, Thierville-sur-Meuse, Vacherauville.
- La gestion du service public d'eau potable sur les communes de Béthelainville, Béthincourt Fromeréville-les-Vallons, Ornes et Sivry-la-Perche est assurée par des Syndicats intercommunaux compétents en eau potable. Ces territoires ne sont pas intégrés au périmètre de la concession au titre de la compétence eau potable.

N.B. : Il convient aussi de rappeler le passé historique de la région de Verdun et la présence de villages « mort pour la France ». Si certains de ces villages complètement détruits pendant la Grande Guerre furent reconstruits, soit à l'emplacement initial, soit sur un site voisin, d'autre ne virent jamais le retour d'aucun habitant. Aujourd'hui six de ces communes sont inhabitées, et bien que la CAGV y soit officiellement compétente en matière d'AEP et d'Assainissement, ces communes ne sont dotées d'aucune infrastructure publique liée à ces compétences. Les communes concernées sont les suivantes : Beaumont-en-Verdunois, Bezonvaux, Cumières-le-Mort-Homme, Fleury-devant-Douaumont, Haumont-près-Samogneux, Louvemont-Côte-du-Poivre.

Les services publics concédés présentent les caractéristiques suivantes (données consolidées relatives à l'exercice 2022) :

| Eau potable | |
|---|---|
| Nombre de communes dans le périmètre | 13 communes |
| Abonnés | 14 307 abonnés (données 2022 secteur régie et DSP confondus) |
| Volume vendu | 1 414 521 m ³ vendus |
| Production d'eau | 11 ouvrages de production (+ 1 en secours) |
| Achats et ventes d'eau en dehors du périmètre | Commune de Belrupt-en-Verdunois, Syndicat de Dieppe-Damloup, Syndicat de Sivry-la-Perche, commune de Clermont-en-Argonne, Commune d'Haudainville. |
| Réservoirs et bâches | 27 ouvrages de stockage (14 sur le secteur régie et 5 sur le secteur DSP Verdun) |
| Surpresseurs et reprises | 13 (8 équipements intégrés aux réservoirs du secteur DSP + surpresseur Chattancourt + 4 équipements de surpression intégrés aux réservoirs du secteur régie) |

| | |
|---------------------------|------------------|
| Linéaire de canalisations | 253 km de réseau |
|---------------------------|------------------|

| Assainissement Collectif | |
|--|--|
| Nombre de communes dans le périmètre | 9 communes concernées par l'assainissement collectif |
| Abonnés | 14 191 abonnés (données 2023) |
| Stations d'épuration | 3 |
| Transferts d'effluents | Transfert des effluents de Belrupt-en-Verdunois et de Dugny-sur-Meuse |
| Déversoirs d'orage | 75 (données 2023) |
| Postes de relèvement (incluant les bassins d'orage assainissement) | 53 <i>(une attention particulière, le PR Pré l'Évêque situé sur Verdun n'apparaît pas dans les RAD, les volumes qui transitent ainsi que les consommations énergétiques ne sont pas connues, une fiche de visite est transmise pour apprécier l'ouvrage sur pièce).</i> |
| Linéaire de réseaux (hors branchements) | 197,332 km |
| Linéaire de réseaux eaux usées | 98,990 km |
| Linéaire de réseaux unitaires | 98,342 km |
| Linéaires de réseaux pluviaux | 79,153 km |

| Assainissement non-collectif | |
|--------------------------------------|---|
| Nombre de communes dans le périmètre | 19 communes en assainissement non-collectif |
| Nombre d'installations | 1 216 installations (données 2023) |
| Nombre d'habitants desservis | 2 964 habitants (données 2023) |

3. Conditions de la consultation

3.1 Déroulement de consultation

La consultation est menée conformément à la procédure décrite aux articles L. 1411-1 à L. 1411-18 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et dans le respect des dispositions des articles L. 3120-1 et suivants et R. 3121-1 et suivants du code de la commande publique (CCP).

L'Autorité concédante précise que la présente consultation est menée dans le cadre d'une procédure « ouverte » et que les candidatures et les offres devront être remises simultanément dans les conditions prévues à l'article 10. du présent règlement de consultation.

A l'échéance de la période de dépôt des candidatures et offres et, après l'ouverture des plis, la Commission de délégation de service public (CDSP) procèdera à l'analyse des dossiers de candidature et sélectionnera les candidats présentant des dossiers conformes aux conditions requises.

Elle procèdera ensuite à l'analyse des offres des candidats admis et émettra un avis à l'attention de l'autorité habilitée à signer le contrat.

Au vu de l'avis de la Commission, l'autorité habilitée à signer le contrat **pourra** engager des négociations avec

les candidats, au regard des critères de notation des offres mentionnés dans l'avis de publicité et le présent règlement de consultation.

Les négociations ne pourront pas conduire les candidats à remettre en cause ni l'économie générale du contrat, ni les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation.

Les candidats ne peuvent pas modifier substantiellement leur offre au cours des négociations.

Les négociations seront menées en respectant le principe d'égalité de traitement des candidats, de confidentialité des offres et de concurrence loyale entre les candidats.

Pour des raisons de commodité, le candidat devra être représenté au maximum par 6 personnes au cours des réunions de négociation. Une feuille de présence sera établie et signée des participants. La négociation donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu et les candidats disposeront d'un délai à compter de l'envoi du compte rendu pour présenter leurs observations écrites, apporter toutes précisions, modifier ou compléter leur offre.

L'Autorité habilitée à signer la convention pourra compléter le compte rendu par une liste de questions ou d'observations nécessitant des investigations ou validations supplémentaires. Les précisions, améliorations et compléments seront adressés via le profil acheteur de l'Autorité concédante.

L'Autorité concédante préviendra les candidats du terme de la négociation par tous moyens, notamment quant il s'agira pour eux de présenter leur offre finale.

A la fin de la phase de négociation, le cas échéant, l'autorité habilitée à signer le contrat établira un classement final des candidats et sélectionnera le candidat dont l'offre est économiquement la plus avantageuse au vu de l'appréciation globale des critères mentionnés dans l'avis de concession et le présent règlement de la consultation.

Une fois le choix de l'offre retenu, le projet de contrat (intégrant les annexes) fera l'objet d'une mise au point. Attention, la mise au point ne devra pas conduire ou aboutir à l'établissement de nouvelles négociations.

L'autorité habilitée à signer le contrat proposera à l'approbation de l'assemblée délibérante, deux (2) mois calendaires au moins après la date fixée pour la réception des offres, le candidat qu'elle aura sélectionné ainsi que les termes du contrat de concession qu'elle envisage de signer.

Pour la bonne information des membres de l'assemblée délibérante, les documents sur lesquels ils seront appelés à se prononcer leur seront transmis au moins quinze (15) jours francs avant la tenue du conseil.

3.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **six (6) mois** à compter de la remise de chacune des offres finales.

3.3 Modifications de détail apportées au dossier de consultation

L'Autorité concédante se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Une alerte sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé **après identification**.

Les candidats n'ayant pas téléchargé les pièces après identification ou ayant mal renseigné leur adresse électronique, ne pourront contester ne pas avoir été informés de la modification du dossier de consultation.

Les candidats sont donc encouragés à s'identifier sur la plateforme lors du retrait du dossier (adresse mail valide) afin qu'ils puissent être informés de toute modification du dossier de consultation durant la période de publicité et recevoir les correspondances échangées sur la plateforme.

Les candidats dûment avertis devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir réclamer d'indemnités.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date de remise des offres est repoussée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.4 Offres spontanées

Les offres spontanées remises par un candidat au cours des négociations et ne faisant pas suite à une sollicitation de l'Autorité concédante ne sont pas admises.

Les offres spontanées ne seront pas analysées et seront rejetées.

3.5 Visite sur site

Une visite **obligatoire** des principaux ouvrages des services est prévue les 22, **23 et 24 AVRIL 2025** en présence d'un représentant de l'Autorité concédante et des exploitants actuels.

La visite se déroulera de la manière suivante :

- Journée 1 : Visite des installations du service d'assainissement-collectif

| Verdun | L'ensemble des PR raccordés au « Biguenel » avec explications sur la spécificité de cette infrastructure L'ensemble des PR du centre-ville de Verdun (PRA1 à A4 et PR ST1 à ST5 et PR Boulade avec un point d'attention sur la réception des effluents de Belleray, Dugny-sur-Meuse, Belrupt-en-Verdunois et Haudainville) L'ensemble des bassins d'orage assainissement Les serres de compostage de la Blancharderie |
|----------------------|--|
| Belleville-sur-Meuse | STEP (boues activées) PR A5 Chemin de Halage PR A6 Chemin du Pré la Perche |
| Thierville-sur-Meuse | PR Dormaux ainsi que la partie du collecteur principal qui a été renouvelé |
| Sivry-la-Perche | STEP (filtres plantés de roseaux) PR sur la commune de Sivry-la-Perche (2 au total) |
| Béthelainville | STEP (filtres plantés de roseaux) PR sur la commune de Béthelainville (1 seul) |
| Bras-sur-Meuse | Bassin d'orage assainissement |

Les installations d'assainissement non-collectif seront appréciées par les candidats à partir des données inscrites dans les différents RAD (transmis en annexe au DCE).

- Journée 2 et 3 : Visite des installations du service d'eau potable

| Verdun | PN1, PN2 et PN3 + l'ensemble des réservoirs |
|---|--|
| Autres communes de l'actuel périmètre exploité en régie | Visite de l'ensemble des forages et réservoirs |

Le rendez-vous est fixé à **8h00** le 22/04/2025 devant la station d'épuration de Belleville-sur-Meuse et le 23/04/2025 et 24/04/2025 au 5 Bld de la Citadelle, 55100, Verdun (PN1 & PN2) à 8h00 également.

Les candidats sont priés de confirmer leur présence au plus tard le vendredi 18 avril 2024 en envoyant un message *via* le profil acheteur de la CAGV dont l'adresse URL est la suivante :

<https://webmarche.adullact.org/?>

[page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=505240&orgAcronyme=r5m](https://webmarche.adullact.org/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=505240&orgAcronyme=r5m)

A l'occasion de leur confirmation de présence, les candidats sont invités à proposer une liste de demande de visite de sites complémentaires qu'ils estimeraient nécessaires à l'établissement de leur offre.

Le nombre maximal de personnes autorisées par candidat pour participer à la visite est de 5, sous réserve des conditions sanitaires. Le lieu de rendez-vous sera communiqué aux candidats lors de leur conformation.

Il est rappelé en outre que, pour l'accès aux sites, les candidats devront disposer des équipements de protection individuelle appropriés.

3.6 Valeur estimée de la concession

Conformément aux dispositions de l'article R. 3121-1 du code la commande publique, la valeur estimée du contrat de concession correspondant au chiffre d'affaires total hors taxes estimé du futur concessionnaire sur la durée du contrat est mentionnée à l'article II.2) de l'avis de concession.

Cette estimation est établie sur la base de l'analyse des rapports annuels des dernières années d'exploitation des services et notamment des :

- prestations techniques réalisées actuellement maintenues ou modifiées dans le nouveau cahier des charges établi,
- données financières présentées aux Comptes Annuels de Résultats d'Exploitation des dernières années, et comparées à une reconstitution technico-économique des coûts permettant d'évaluer les charges du futur concessionnaire pour assurer l'exploitation des infrastructures des services selon les pratiques d'exploitation retenues,

4. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend :

1. Le présent règlement de consultation
2. Le projet de contrat de concession
3. Des cadres de réponse à compléter pour établir :
 - Les compléments à apporter au projet de contrat
 - Le compte d'exploitation prévisionnel du service (CEP) et le compte d'exploitation prévisionnel sous forme de CARE (le total des dépenses et recettes, ainsi que le résultat prévisionnel affiché doivent correspondre à ceux présentés au CEP (Annexes 4 et 5 au projet de contrat)
 - Les programmes prévisionnels de renouvellement pour chaque service (Annexes 6 et 7 au projet de contrat)
 - Les bordereaux des prix unitaires pour chaque service (Annexes 8 et 9 au projet de contrat)
4. Un dossier technique de présentation des services sous format informatique comprenant notamment :
 - Pour le service AEP :
 - Inventaire (Annexe 2 au projet de contrat)
 - DUP en cours
 - Descriptif des contrats d'énergie et état des réactifs
 - Études réalisées
 - Rapports annuels du délégataire sur le périmètre concédé (RAD 2011 à 2023)
 - RPQS 2020-2022 (uniquement pour le périmètre en régie eau potable)

- État du personnel
- Couches de SIG
- Présentation des derniers versements
- Fiches ouvrages eau potable (secteur DSP)
- Pour le service AC :
 - Inventaire (Annexe 3 au projet de contrat)
 - Bilans annuels du système d'assainissement et manuels d'autosurveillance
 - Études réalisées
 - Présentation des derniers versements
 - État des ITV et curage
 - État du personnel
 - Couches de SIG
- Rapports Annuels des Délégués (y compris Comptes Annuels de Résultat d'Exploitation),
- Amendements au modèle de canevas ou modèle de canevas permettant de faciliter le contrôle du concédant ;

Les candidats sont invités à formuler toute demande de données complémentaires qui leurs seraient nécessaires à la formalisation de leur offre dans un délai raisonnable avant la fin du délai de remise des offres afin que la d'Agglomération du Grand Verdun puisse solliciter les exploitants actuels le cas échéant.

5. Présentation des candidatures

Le candidat devra produire les justifications relatives à ses qualités et capacités, permettant à l'Autorité concédante d'apprécier ses garanties professionnelles et financières et son aptitude à assurer l'égalité des usagers devant le service public et la continuité du service public :

A) Situation propre des opérateurs économiques y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession :

- Lettre de candidature précisant l'identité du candidat ou du mandataire du groupement qui précisera le nom, l'identité et le rôle de chaque membre dudit groupement et sa forme.
- Une déclaration sur l'honneur attestant que :
 - le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 3123-1 et suivants du code de la commande publique, notamment :
 - infractions prévues au code pénal,
 - manquement aux obligations fiscales et sociales,
 - situations de redressement ou liquidation judiciaire, faillite, interdiction de gérer,
 - non-respect du code du travail (travailleurs non déclarés, discriminations, etc.),
 - condamnation à exclusion des contrats administratifs (article L. 2141-5 du code de la commande publique).
- est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés par le présent règlement de la consultation en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 du code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du même code, sont exacts.
- Éléments juridiques relatifs à la structure du candidat : forme juridique, date de création, capital social, actionnaires ou associés principaux,
- Justificatif de l'inscription du candidat au registre du commerce et des sociétés (extrait K Bis ou document d'effet équivalent) ou autre registre professionnel, ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'un an.

B) Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires particulier du domaine d'activité faisant l'objet du contrat, portant sur les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles, ou toutes pièces permettant d'apprécier les garanties professionnelles, ainsi que l'aptitude à assurer la continuité des services publics d'eau potable et d'assainissement et garantissant l'égalité des usagers devant le service public.
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à communiquer toute pièce considérée comme appropriée par l'Autorité concédante permettant d'apprécier les garanties financières de l'entreprise.

C) Capacité technique et professionnelle :

- Références pertinentes et vérifiables de moins de 3 ans du candidat en matière d'exploitation d'un service public d'eau potable et d'un service public d'assainissement aux caractéristiques similaires à ceux faisant l'objet du présent avis.
- Ou toutes pièces permettant d'apprécier les garanties professionnelles ainsi que l'aptitude à assurer la continuité des services publics d'eau potable d'assainissement en garantissant l'égalité des usagers devant le service public.

Le cas échéant, tout document complémentaire de présentation peut être transmis à la diligence du candidat.

Pour chaque document demandé, un document d'effet équivalent peut être produit et est accepté par l'Autorité

concedante.

6. Présentation des offres

Les offres doivent être rédigées en **français** et l'unité monétaire utilisée doit être l'Euro (€).

Afin de faciliter la forme des réponses, l'ensemble des supports disponibles pour la constitution des offres sera également mis à disposition des candidats sous format compatible Word et Excel.

L'offre remise par chaque candidat sera composée de la manière suivante :

PIECE 1. Une attestation indiquant que le projet de contrat non modifié est accepté dans son intégralité par le représentant légal du candidat et le règlement de consultation non modifié

PIECE 2. La note de compléments au projet de contrat, datée à renseigner en intégralité dans le cadre prévu à cet effet dans le document intitulé « Compléments Projet contrat ». Aucune modification des éléments de base du contrat ne sera admise. Les souhaits éventuels de modification doivent faire l'objet d'une note à part (Pièce n°3).

PIECE 3. Le candidat pourra proposer dans une note distincte des compléments ou des modifications de détail aux dispositions prévues dans le projet de contrat. Chaque disposition fera l'objet d'une justification précise ainsi que, le cas échéant, d'une représentation de l'incidence financière sur le compte d'exploitation prévisionnel. Ces modifications ou compléments ne pourront être considérés comme acceptés qu'après émission d'un accord exprès en ce sens par l'Autorité concédante. Le prix proposé par le Candidat dans son offre de base, et dans ses options obligatoires ne pourra en aucun cas être conditionné à la prise en

compte de ces modifications tant qu'elles n'auront pas été expressément validées en tout ou partie par l'Autorité concédante.

PIECE 4. Le compte d'exploitation prévisionnel correspondant à toutes les prestations décrites dans le contrat, complété dans le cadre prévu à cet effet au format informatique .xls. Ce document sera annexé au contrat. *Le candidat devra établir ce compte d'exploitation prévisionnel conformément aux prescriptions figurant à l'article 7.1. du présent Règlement).*

PIECE 5. Les programmes de renouvellement par service concédé (un pour l'eau potable, un pour l'assainissement collectif), établis pour la durée du contrat par le candidat au format informatique .xls, selon le cadre fourni. Ce document sera annexé au contrat. *Le candidat devra établir ces programmes de renouvellement conformément aux prescriptions figurant à l'article 7.2. du présent Règlement).*

PIECE 6. Les bordereaux des prix unitaires par service concédé, remplis par le candidat dans les cadres prévus à cet effet au format informatique .xls. Ce document sera annexé au contrat. *Le candidat devra remplir ce document conformément aux prescriptions figurant à l'article 7.3. du présent Règlement*

PIECE 7. Une proposition de règlement de service, par service concédé (un pour l'eau potable, un pour l'assainissement collectif, un pour l'assainissement non collectif), dont les dispositions seront en cohérence avec le projet de contrat et prenant en compte les évolutions réglementaires récentes. Ce document sera annexé au contrat.

PIECE 8. Une proposition de programme de tests et d'analyses d'autocontrôle ou d'autosurveillance, pour chaque service concédé (un pour l'eau potable, un pour l'assainissement collectif), adapté aux installations et distinguant le suivi réglementaire et les analyses complémentaires d'autocontrôle que le candidat entend réaliser. Ce document sera annexé au contrat.

PIECE 9. Les attestations d'assurance prévues au contrat dont dispose le candidat à la date d'établissement de son offre.

PIECE 10. Un mémoire technique précisant notamment :

- L'organisation, les moyens (humains et matériels) et les modalités d'exploitation que le candidat s'engage à mettre en œuvre pour exploiter les ouvrages, gérer les services et atteindre les objectifs de qualité

fixés ;

- Les engagements du candidat pour assurer la continuité et l'adaptabilité des services publics ;
- Les objectifs en termes de qualité de service rendu aux usagers sur lesquels le candidat s'engage ;
- Tout élément pertinent pour démontrer la capacité du candidat à gérer efficacement les services, améliorer le système d'eau potable et le système d'assainissement et limiter l'impact environnemental de la concession ;
- La description et l'impact des variantes proposées, le cas échéant, par rapport à l'offre de base.

PIECE 11. La justification des coefficients des formules d'indexation des tarifs de base proposées, accompagnée des valeurs des coefficients K_1 et K_2 des formules d'indexation des tarifs de base calculées pour les cinq dernières années (avec $K_{2018} = 1$)

PIECE 12. Le projet de statuts prévoyant la présence d'un ou plusieurs censeurs de la collectivité dans l'instance exécutive de la société dédiée, et éventuellement le projet de pacte d'actionnaires, de la société dédiée que l'attributaire devra impérativement créer pour exécuter le contrat de concession.

PIECE 13. La convention de partage de moyens avec la société mère. Le candidat y précise notamment les prestations apportées par la société mère ainsi que la clé de répartition des prestations facturées par la société mère en lien avec les charges définies par le candidat dans le CEP.

PIECE 14. Le certificat de visite remis aux candidats

PIECE 15. Amendements au canevas ou modèles de canevas permettant de faciliter le contrôle du concédant sur la concession.

Afin de faciliter l'analyse des offres, les candidats présenteront leur offre en respectant l'ordre et la numérotation des pièces susvisées.

En dehors des documents obligatoires mentionnés ci-dessus, les candidats pourront produire tout autre élément qu'ils estimeront nécessaire à la bonne présentation et compréhension de leur offre.

L'Autorité concédante se réserve le droit de ne pas retenir les offres qui seraient incomplètes ou non conformes à une disposition du règlement de consultation.

7. Consignes pour l'établissement des offres

Si l'opérateur économique considère que certains éléments de son offre sont couverts par le secret des affaires, le secret du commerce et de l'industrie et le secret de fabrication, il lui appartient de l'indiquer dans sa proposition ou en annexe.

Aucune indication prétendant que l'ensemble de l'offre est couvert par le secret des affaires, le secret du commerce et de l'industrie et le secret de fabrication ne sera acceptée.

Le caractère secret d'un ou de certains éléments de l'offre sera apprécié au regard des règles énoncées dans le code des relations entre le public et l'administration (notamment dans les dispositions des articles L. 311-6 à L. 311-8) et des décisions de la Commission d'accès aux documents administratifs.

7.1 Note d'établissement du compte d'exploitation prévisionnel

■ Règles générales

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel (CEP) doit être établi par les candidats de manière à retranscrire leurs prévisions d'évolution des charges et produits sur la durée du contrat.

Pour ce faire, les candidats utiliseront **impérativement** le cadre annexé au projet de contrat **sans le modifier**. L'attention des candidats est attirée sur le fait que tout poste de charge complémentaire ne devra être renseigné qu'exclusivement dans les lignes « Autre » prévues à cet effet (sans détail des différents postes concernés). Chaque poste imputé sur une ligne « autre » sera détaillé sur une note indépendante annexée au CEP). Il en sera de même pour les lignes indiquées « à détailler » ou « à préciser ».

L'Autorité concédante se réserve le droit de ne pas analyser une offre dont le CEP ne serait pas conforme au cadre.

Le CEP sera présenté en respectant les prescriptions suivantes :

- Tous les montants seront exprimés en **euros constants** à la date de prise d'effet du contrat.
- Dans la colonne « Qté /an », les candidats indiqueront le cas échéant les quantités prévues ou 1 si le montant concerné est forfaitaire.
 - Le compte d'exploitation doit être en cohérence avec l'ensemble des dispositions du contrat ; en particulier il doit justifier le montant des tarifs de base proposés et les formules d'indexation associées.

Les candidats justifieront dans une note distincte le calcul des principales composantes de leur rémunération, notamment en explicitant les hypothèses retenues pour l'établissement de leur CEP.

Il est également demandé aux candidats de compléter le compte d'exploitation prévisionnel sous forme de CARE dans le même fichier que le CEP (le total des dépenses et recettes, ainsi que le résultat prévisionnel affiché doivent correspondre à ceux présentés au CEP).

7.2 Note d'établissement des programmes prévisionnels de renouvellement

Les candidats doivent respecter strictement les cadres transmis.

Les candidats remplissent la trame avec tous les équipements du service, qu'ils en prévoient le renouvellement sur la durée du contrat ou non. Pour les équipements concernés, ils indiqueront le montant et la date programmée des travaux de renouvellement.

Pour l'ensemble des équipements inscrits dans le programme prévisionnel de renouvellement, les candidats s'engagent à renouveler l'équipement prévu pendant la durée du contrat sauf circonstance particulière et en accord avec l'Autorité concédante.

Pour mémoire, le Concessionnaire reste responsable du renouvellement de l'ensemble des équipements, comme le prévoit le projet de contrat, y compris de ceux qui ne figureront pas dans le programme prévisionnel de renouvellement. Pour ces autres équipements, les candidats sont libres de présenter et justifier leur approche de la manière qui leur semble la plus appropriée.

7.3 Bordereau des prix unitaires

Les candidats rempliront intégralement les bordereaux des prix unitaires annexés au projet de contrat. Les candidats pourront le compléter, le cas échéant, par le prix des prestations qu'ils seraient susceptibles de facturer dans le cadre des obligations mises à leur charge par le contrat.

Dans ce cas, les lignes sont rajoutées à la fin du bordereau.

7.4 Compléments à apporter au projet de contrat

Les compléments seront présentés de manière indépendante dans le tableau format .docx prévus à cet effet.

Si les candidats souhaitent apporter des modifications d'ordre rédactionnel au projet de contrat, ils produiront un document complémentaire indépendant listant les articles concernés et proposant une nouvelle rédaction.

7.5 Biens de reprise

Des biens de reprises sont présents. Se référer aux annexes techniques (parc compteur contrats AEP Albert et 56 communes)

7.6 Personnel transférable

Les candidats doivent se soumettre à la réglementation en vigueur en matière de reprise et de transfert de personnel des services d'eau potable et d'assainissement au moment de la passation du contrat.

Le personnel concerné repris par le Concessionnaire le sera dans des conditions au moins égales à celles dont il bénéficie au jour du transfert.

Les informations relatives au personnel transférable identifié à fin 2023 sur les services sont fournies dans le dossier technique de présentation de chaque service.

8. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

9. Sélection des candidatures et jugement des offres

Cette sélection et ce jugement seront effectués dans les conditions prévues aux articles L. 3124-1 et suivants du code de la commande publique.

9.1 Sélection des candidatures

Conformément à l'article R. 3123-20 du code de la commande publique, en cas de pièce manquante constatée au cours de l'ouverture des candidatures ou de document non équivalent à celui attendu, l'Autorité concédante pourra contacter le candidat concerné par tout moyen et lui demander de compléter son dossier de candidature.

Lorsque l'information fait obstacle à l'examen de l'admissibilité des candidatures, les candidats devront répondre dans un délai de **huit (8) jours** à l'Autorité concédante.

La sélection des candidatures s'effectue conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales, au vu des critères de jugement des candidatures précisés dans le présent

règlement de la consultation :

- L'aptitude à exercer l'activité professionnelle ;
- Les capacités économiques et financières ;
- Les capacités techniques et professionnelles ;
- Les garanties financières et capacités professionnelles ;
- Le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212- 4 du code du travail ;
 - L'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Les candidatures qui ne disposeront manifestement pas des capacités suffisantes pour exécuter le contrat de concession seront éliminées. Ne disposent manifestement pas des capacités suffisantes les candidats dont les capacités sont, à l'évidence, et sans qu'il soit besoin d'un examen approfondi du dossier de candidature, insuffisantes pour assurer l'exécution des prestations faisant l'objet de la concession.

9.2 Jugement des offres

Les candidats se verront attribuer une note globale sur 100 obtenue par l'addition de la note attribuée à chaque service, pondéré de la manière suivante :

- Eau potable : Note sur 100 pondérée à 50%
- Assainissement Collectif et Assainissement Non-Collectif : Note sur 100 pondérée à 50%

Pour chaque service, le jugement des offres sera effectué en considération des critères pondérés définis ci-après.

| Critère | Sous-critère | Pondération |
|---------------------------|--|-------------|
| Valeur technique | Critère Valeur technique | 40% |
| | 1-1 Étendue globale des moyens matériels et humains mis à disposition – dont moyens mis à disposition localement pour exploiter les ouvrages, gérer le service et atteindre les objectifs de qualité fixés | 10% |
| | 1-2 Méthodologie pour la gestion de crise et des astreintes | 5% |
| | 1-3 Méthodologie concernant la préservation du patrimoine, y compris prévisions de renouvellement | 5% |
| | 1-4 Qualité du projet d'exploitation du service et des engagements liés au niveau de service proposé | 10% |
| | 1-5 Engagements pour l'amélioration des conditions d'exploitation du service, notamment en matière de développement durable et d'énergie | 10% |
| Qualité du service | Critère Qualité du service | 20% |
| | 2-1 Relations avec l'Autorité concédante et engagements pour favoriser la transparence de la gestion juridique et financière du service concédé | 10% |
| | 2-2 Relations avec les usagers | 10% |
| Valeur financière | Critère Valeur financière | 40% |
| | 3-1 Prix proposés pour la gestion du service (parts variables du concessionnaire proposées) | 20% |
| | 3-2 Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et justification des montants financiers du renouvellement | 12,5% |
| | 3-3 Prix du Bordereau des Prix Unitaires (le bordereau des prix unitaires en eaux pluviales sera apprécié dans le cadre de l'analyse du service d'assainissement-collectif et non-collectif) | 5% |
| | 3-4 Formules d'indexation des prix proposées | 2,50% |

L'Autorité concédante écartera les offres non conformes au dossier de consultation ainsi que celles qui ne présenteraient pas l'ensemble des garanties requises après analyse des dossiers.

10. Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres seront transmises simultanément à l'Autorité concédante avant la date indiquée en 1^{ère} page du présent document.

Les candidatures et les offres doivent être envoyées, en toute confidentialité, par voie électronique en se connectant directement sur le site du profil acheteur :

<https://webmarche.adullact.org/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=505240&orgAcronyme=r5m>

Une fois enregistré sur la plateforme, le candidat n'aura plus qu'à se laisser guider pour remettre sa candidature et son offre avant la date de réception des candidatures et des offres.

La remise des plis par voie électronique s'effectue dans les conditions techniques suivantes : Le

pli sera composé de deux dossiers :

- **Un contenant les documents relatifs à la candidature.** Il est demandé de remettre **un seul fichier électronique** (Word, Excel, Pdf...) par document transmis (un seul fichier par attestation, justificatif, etc.) ;

- **Un contenant les pièces relatives à l'offre.** Il est demandé de remettre **un seul fichier électronique** (Word, Excel, Pdf...) par document transmis (un seul fichier pour le contrat accepté, un seul fichier pour les compléments, etc.)

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Le fuseau horaire de référence sera celui dans lequel est localisée l'Autorité concédante.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- elle est parvenue à destination dans le délai fixé pour la remise des offres,
- elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée,
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le maître d'ouvrage sera réputé n'avoir jamais été reçu. Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion de virus informatique, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les .exe) ni les macros.

Les formats de fichiers acceptés par le maître d'ouvrage sont les suivants : Word, Excel, PowerPoint, OpenOffice, archives .zip et fichiers .pdf.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

Le dépôt des plis transmis par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception. Les dépôts qui parviennent après la date et l'heure de remise des candidatures et des offres ne seront pas retenus.

La transmission des candidatures et des offres par courriel n'est pas autorisée.

11. Signature

La signature de l'offre n'est pas exigée dès la remise de l'offre. Toutefois, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du contrat.

Le candidat attributaire sera invité, au plus tard avant la conclusion du contrat, à remettre son offre signée.

Pour remplacer la signature du responsable de l'entreprise qui engage sa société et signe son offre, l'article R. 3125-5 du code de la commande publique permet aux entreprises de signer leur offre et, in fine, le contrat, par un certificat électronique. Le certificat électronique est l'outil qui permettra aux candidats de générer une signature électronique par un logiciel de signature présent sur la plateforme Internet.

Pour obtenir un certificat, les candidats doivent faire la démarche d'obtention auprès d'un des prestataires

« autorité de certification » référencée par le MINEFI.

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature des candidats selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du code civil.

12. Renseignements complémentaires

Les candidats veilleront à renseigner dans la mesure du possible deux adresses électroniques valides durant toute la consultation pour assurer une parfaite transmission de l'information.

Les candidats sont autorisés à demander à l'Autorité concédante tous renseignements complémentaires qu'ils jugeraient utiles pour la préparation de leur offre.

Ces questions devront être transmises au plus tard **huit (8) jours calendaires** avant la date limite de remise des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale. Les réponses à l'ensemble des questions écrites seront transmises à tous les candidats ayant demandé à participer à la consultation **au plus tard quatre (4) jours calendaires** avant la date limite de remise des offres.

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront adresser leur question ou demande de renseignements complémentaires par écrit via la plateforme de dématérialisation à l'adresse :

<https://webmarche.adullact.org/?>

page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=505240&orgAcronyme=r5m

dans la rubrique consacrée à ces échanges.

Les candidats qui n'ont pas posé, dans le délai limite fixé au présent article, des demandes de précisions ou de compléments au cahier des charges, sont réputés avoir estimé que le dossier de consultation des entreprises comportait tous les éléments leur permettant de remettre une offre parfaitement adaptée à l'objet de la consultation et ne pourront pas invoquer une insuffisance du dossier de consultation des entreprises.

AVERTISSEMENT : Les soumissionnaires se doivent de signaler à l'Autorité concédante toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le dossier de consultation.

13. Abandon de la procédure

L'Autorité concédante informe les candidats qu'elle se réserve le droit de mettre fin à la consultation, à tout moment de la procédure, pour tout motif d'intérêt général.

Dans cette éventualité, aucune indemnisation ne pourra être allouée aux candidats.

14. Indemnisation

Aucune indemnité, aucun droit de remboursement de frais ne sera alloué aux candidats au titre des études et projets présentés, que ce soit pour la remise des offres ou dans le cadre de la négociation ultérieure de ces offres.

15. Propriété intellectuelle

Les documents et éléments présentés par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle. Les données communiquées par le pouvoir adjudicateur aux candidats pour l'élaboration de leur offre ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

16. Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Nancy

5 Place de la Carrière, 54036

Nancy CEDEX

tél. : 03 83 17 43 43

Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Site Internet : <https://nancy.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat,
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA,
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat),
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Les renseignements de tout ordre concernant les procédures de recours peuvent être obtenues aux mêmes coordonnées.

17. Protection des données personnelles

Les informations recueillies dans le dossier de candidature et d'offre de chaque candidat constituent un traitement de données à caractère personnel. L'exigence de collecte de ces données personnelles a un caractère réglementaire et conditionne la conclusion d'une concession.

Les finalités des traitements de ces données à caractère personnel sont la conclusion de la concession. Les catégories de personnes concernées sont les représentants et personnel nommés dans le dossier de candidature et d'offre du candidat. Ces données personnelles sont destinées exclusivement aux membres du personnel de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun qui, dans le cadre de leurs fonctions, assurent la gestion des procédures.

Ces données à caractère personnel sont conservées pendant 5 ans. La personne concernée dispose du droit de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée.

La personne concernée a le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). Conformément au règlement général sur la protection des données personnelles, il peut exercer ses droits en matière de données personnelles auprès de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun.